



ANALYSE FINANCIERE DE DONGES

2011-2013

Trésorerie de **MONTOIR DE BRETAGNE**

Juin 2014

SITUATION FINANCIERE DE DONGES

L'étude a été effectuée au cours du mois de mai 2014 sur la base du compte de gestion 2013. Elle porte sur l'analyse des chiffres 2013 avec une comparaison sur l'évolution 2011 à 2011.

L'analyse est faite sur la situation du budget principal sans consolidation avec les budgets annexes.

La commune de Donges est membre de la CARENE. La CARENE est un établissement à fiscalité professionnelle unique.

La population est en phase de croissance, elle a évolué de 6 782 habitants en 2010 à 7 050 habitants en 2013.

En 2013, la commune comptait 3 839 foyers fiscaux dont 48.1% n'étaient pas imposables (pour une moyenne de 41.7%)

Le revenu fiscal moyen par foyer était de 20 180 € soit un peu moins que la moyenne (25 658 €).

Sur les 2 964 logements imposables à la TH, 1,6% étaient constitués par des résidences secondaires (6,1% en moyenne).

PRINCIPAUX CONSTATS

A l'issue de l'exercice 2013, la commune de Donges présente une situation financière en voie de dégradation.

La progression des produits et des charges a été défavorable avec des hausses respectives de 2,6% et 7,5%. L'augmentation des charges a été particulièrement importante pour les charges de personnel (+6%), les achats et charges externes (+10,2%) et les charges financières (+17,9%). La faible progression des produits provient principalement du ralentissement de la hausse des ressources fiscales (1,2%).

La CAF générée au cours de l'exercice accuse une chute de 34,6% mais reste positive à hauteur de 739 663 €. Elle permet, encore, de couvrir l'annuité en capital mais ne laisse qu'une ressource de 32 461 (CAF nette) pour financer les dépenses d'équipement.

Les dépenses d'équipement réalisées sur les trois dernières années ont été de 12,7 M€ dont 6 M€ sur la seule année 2013.

Pour les financer, compte tenu de la faible CAF nette, la commune a recouru à l'emprunt pour 3 M€. Sur ces trois années, la commune a mobilisé un volume d'emprunts de 8,3 M€ soit un taux de financement par l'emprunt de 65,3%.

L'encours de la dette a été multiplié par 2,2 sur ces trois années. Il s'établit à 12,1 M€ soit un ratio de 1 714 €/hab. pour une moyenne de 799 €. Les ratios d'endettement confirment le poids de cet endettement et ainsi, la quasi absence de marge de manœuvre en la matière.

Le bilan se caractérise par la diminution du fonds de roulement qui ne permet de couvrir que 39 jours de charges réelles. Cependant la présence d'un important excédent de fonds de roulement permet de pallier cet affaiblissement du fonds de roulement et de dégager une trésorerie bilantielle de 2,1 M€.

En matière de fiscalité, la commune bénéficie de bases importantes en matière de taxe sur le foncier bâti et dispose encore de marges de manœuvre sur les taux et en matière de politique d'abattements.

En 2014, la situation de la commune s'est profondément dégradée en matière de trésorerie avec des tensions importantes plaçant la commune au bord de la rupture. Un examen de la situation au 23 mai 2014 fait apparaître les éléments suivants :

- 9 bordereaux de mandats en attente de supervision pour un total de 812.309€ dont 561.993 € de salaires charges comprises ;

- des crédits de trésorerie de 383.500 € juste suffisant pour payer les salaires (sans les charges) soit 349.477 € ;

- les échéances d'emprunt de mai sont payées; mais on aura en juin 100.000 €, en juillet 101.700 €, en août 337.600 € en septembre (62.000 €) et en octobre (132.453 €) ;

- tous les bordereaux hors paye dans la supervision concernent des fournisseurs qui sont presque toujours payés avec 3 mois de retard.

- Donges a reçu en avance la participation de la Carene (421.000 € sur les 842.000 €) le solde sera pour octobre ;

- des pénalités de retard des organismes sociaux sont à prévoir ;

- la dotation mensuelle de la Carene (327.772 €) n'arrivant que le 24 ou 25 de chaque mois, ces charges ne seront payées qu'avec un retard de 3 jours au plus. mais il va rester à régler 250.315 € de factures.

La commune va prochainement ouvrir une ligne de trésorerie d'un million d'euros.

Tableau de synthèse

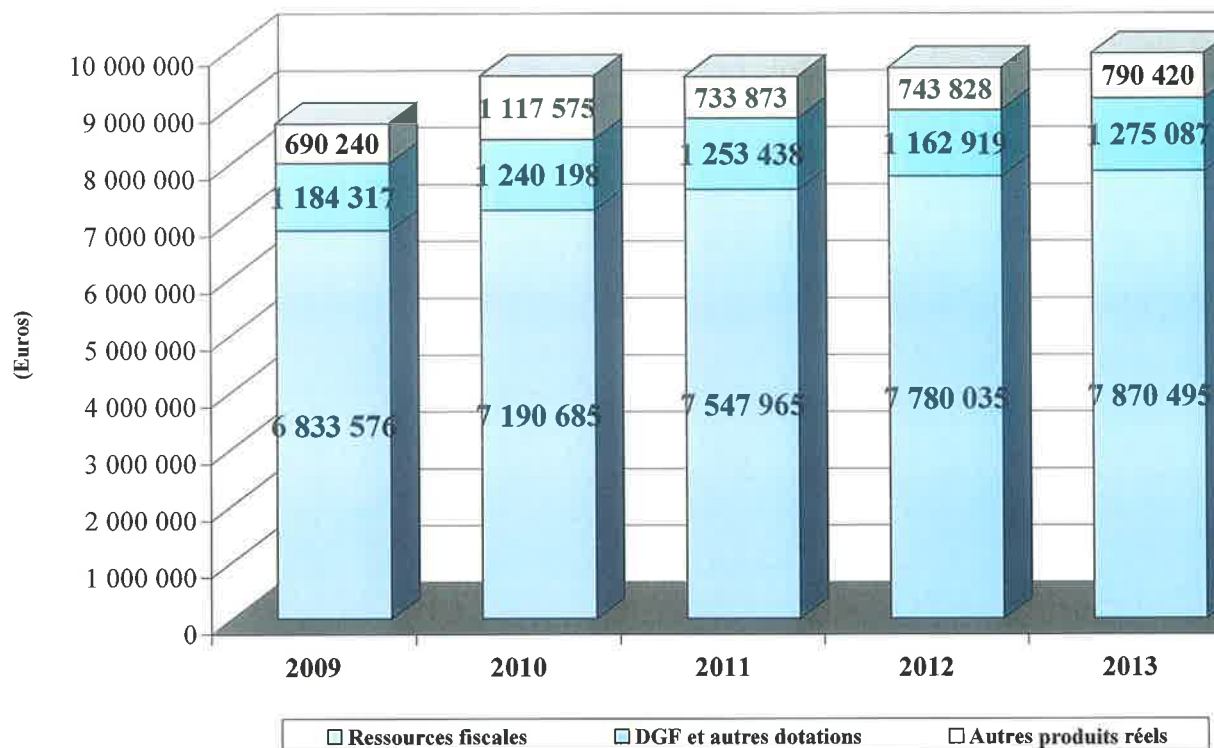
en EUROS	2013	2012/2013
Résultat comptable	318 338	-55,9%
Produits de fonctionnement (1)	9 936 002	+2,6%
dont ressources fiscales	7 870 495	+1,2%
dont DGF et autres dotations	1 275 087	+9,6%
Charges de fonctionnement (1)	9 196 339	+7,5%
dont charges de personnel	5 247 211	+6,0%
dont subventions et participations	1 460 105	+6,8%
dont charges financières	404 595	+17,9%
Capacité d'autofinancement brute	739 663	-34,6%
Dépenses d'équipement	6 000 123	+72,6%
Remboursements de dettes*	707 202	+30,1%
Emprunts*	3 000 000	+100,0%

(1) Produits et charges réels (hors cessions, amortissements)

* hors refinancements

LES PRODUITS

Évolution des produits



Sur la période, les produits ont enregistré une hausse de 2% avec une progression plus accentuée sur 2013 (+2,6%) que sur 2012 (+1,6%). Ils s'établissent à 9 936 002 € soit un ratio de 1 409 €/hab. pour une moyenne de 1 038 €.

Les évolutions des trois grandes catégories de produits sont retracées dans le tableau ci-dessous :

	2011	2012	2012/2011	2013	2013/2012
Ressources fiscales	7 547 965	7 780 035	+3,1%	7 870 495	+1,2%
DGF et autres dotations	1 253 438	1 162 919	-7,2%	1 275 087	+9,6%
Autres produits courants	733 873	743 828	+1,4%	790 420	+6,3%
Total	9 535 276	9 686 782	+1,6%	9 936 002	+2,6%

En 2013, les trois composantes ont été en hausse et notamment les dotations qui affichent la plus forte progression.

Les ressources fiscales

Les ressources ont été accrues de 4,3% sur la période avec une hausse qui se réduit en 2013 (+1,2%) . Elles s'élèvent à 7 870 495 € soit un ratio de 1 115 €/hab. nettement plus conséquent que celui observé en moyenne (664 €). Leur part dans les produits s'établit à 79,2% soit 15 points de plus qu'en moyenne (64%).

	2011	2012	2012/2011	2013	2013/2012	2013 €/hab.	Moyenne €/hab.
Impôts locaux	2 397 656	2 868 910	+19,7%	2 913 657	+1,6%	413	437
Reversement de fiscalité	4 814 262	4 807 179	-0,1%	4 775 801	-0,7%	677	173
Autres impôts et taxes	336 047	103 946	-69,1%	181 037	+74,2%	25	54
Ressources fiscales	7 547 965	7 780 035	+3,1%	7 870 485	+1,2%	1 115	664

Les **impôts locaux** enregistrent une variation de 21,5% sur la période mais elle se constate principalement sur 2012 (+ 471 254 €) et se limite à +1,6% (+44 747 €) en 2013. Le ratio (413 €/hab.) reste inférieur à celui constaté en moyenne (437 €). Leur part dans les ressources fiscales est de 37%.

Le produit de la **fiscalité reversée** (4 775 801 €) s'érode de 0,8% sur la période mais il constitue toujours le 1^{er} composant des ressources fiscales (60,7% contre 26,1% en moyenne). Elle procure un revenu **près de 4 fois plus élevé que celui constatée en moyenne**.

	2011	2012	2013
Attribution de compensation	3 940 351	3 933 268	3 933 268
Dotation de solidarité communautaire	873 911	873 911	842 533
Ensemble de la fiscalité reversée	4 814 262	4 807 179	4 775 801

Elle est composée à hauteur de 82,4% par les attributions de compensation. La dotation de solidarité communautaire n'en représentant que 17,6% et elle a été réduite de 3,7% en 2013.

Les **autres impôts et taxes** qui ne représentent que 2,3% des ressources fiscales ont enregistré une croissance de 74,2% en 2013 et ce principalement en raison de l'augmentation du produit de la taxe sur l'électricité (+ 65 503 €).

	2012	2013	Evolution 2013/2012
Droits de place	6 410	6 713	+4,7%
Taxe sur les pylônes électriques	30 030	31 140	+3,7%
Taxe sur l'électricité	87 562	153 065	+74,8%
Taxe additionnelle aux droits de mutation	111 231	120 334	+8,2%
Prélèvement au titre de l'article 55 de la loi SRU	-102 110	-77 966	-23,6%
Prélèvements pour reversement de fiscalité	-29 177	-52 249	+79,1%
TOTAL	103 946	181 037	+74,2%

Les dotations

Leur hausse n'a été que de 1,7% sur la période mais avec des évolutions annuelles très différenciées. Après un recul de 7,2% en 2012, elles ont bénéficié d'une hausse de 9,6% (+112 168 €).

Leur part dans le total des produits est de 12,8% contre 25,5% en moyenne. Exprimées en €/hab., elles sont de 181 € soit un ratio nettement inférieur à celui constaté en moyenne.

	2011	2012	Evolution 2012/2011	2013	Evolution 2013/2012	€/hab. 2013	Moyenne .
DGF	709 748	717 804	+1,1%	736 412	+2,6%	104	206
Attributions de péréquation et de compensation	254 099	197 520	-22,3%	168 519	-15,7%	24	58
Autres dotations et participations	289 591	247 595	-14,5%	372 156	+50,3%	53	
Total	1 253 438	1 162 919	-7,2%	1 275 087	+9,6%	181	264

La DGF qui n'avait progressé que de 1,1% en 2012, affiche une hausse de 2,6% en 2013, mais elle reste près de deux fois inférieure à la moyenne.

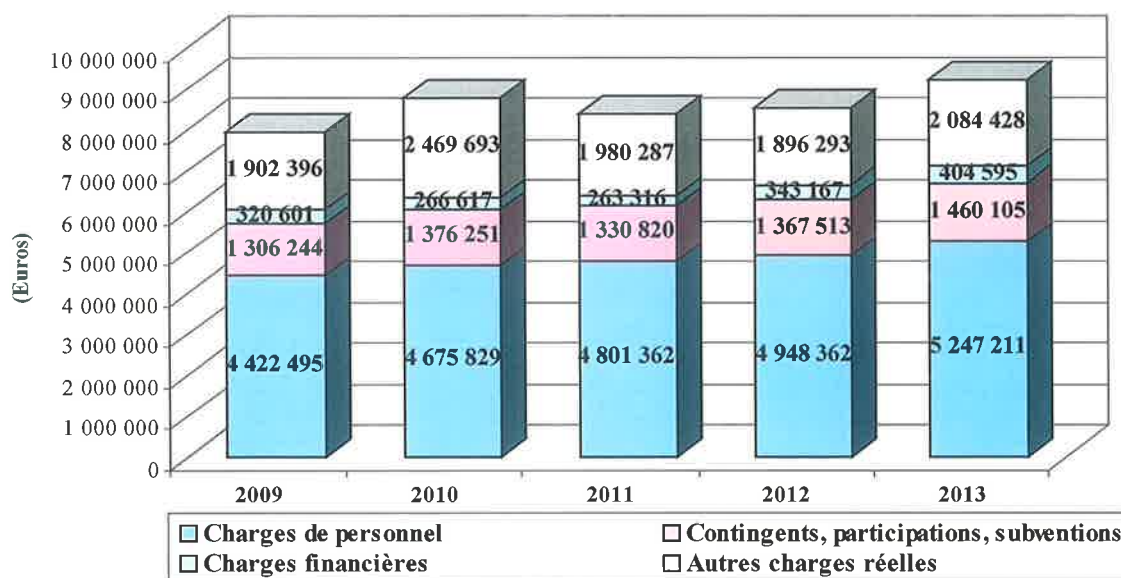
Les **attributions de péréquation et de compensation** s'inscrivent dans une tendance baissière avec des chutes successives de 22,3% en 2012 puis 15,7% en 2013.

Les autres produits

D'un montant de 790 420 € ils entrent pour 8% dans le produit total, après une faible progression en 20012, ils augmentent de 6,3% en 2013 (+46 592 €), ils sont principalement constitués à hauteur de 27% par les redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement et de 22% par les revenus des immeubles qui ont enregistré une hausse de 26,7% en 2013...

	2011	2012	2013	Evolution 2013/2012
Produits financiers	9	9	8	-11,1%
Produits exceptionnels	33 596	29 796	52 177	+75,1%
Produits des services du domaine	560 127	551 766	541 552	-1,9%
dont mise à disposition de personnel facturée	220 241	151 334	144 970	-4,2%
dont redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	179 074	228 504	213 621	-6,5%
Autres produits de gestion courante	140 141	162 257	196 683	+21,2%
dont revenus des immeubles	122 435	139 377	176 527	+26,7%
Ensemble	733 873	743 828	790 420	+6,3%

LES CHARGES



Elles affichent une hausse, sur la période, de 9,8% (+823 544 €) avec une tendance sur 2013 : + 7,5% contre + 2,2% en 2012. Elles s'établissent à 9 196 339 € soit un ratio de 1 304 € pour une moyenne de 819 €/hab..

	Exercices			Evolution			
	2011	2012	2013	2012/2011		2013/2012	
				en %	En €	en %	En€
Charges de personnel	4 801 362	4 948 362	5 247 211	+3,1%	147 000	+6,0%	298 849
Achats et charges externes	1864 701	1 761 673	1 941 148	-5,5%	-103 028	+10,2%	179 475
Contingents et subventions	1 330 820	1 367 513	1 460 105	+2,8%	36 693	+6,8%	92 592
Charges financières	263 316	343 167	404 595	+30,3%	79 851	+17,9%	61 428
Autres charges	112 586	134 620	143 280	+19,6%	22 034	+6,4%	8 660
Ensemble des charges réelles	8 372 785	8 555 335	9 196 339	+2,2%	182 550	+7,5%	641 004

En 2013, la progression dépasse les 6% pour toutes les composantes des charges, voire les 10% pour les achats et charges externes ainsi que les charges financières.

Les charges de personnel ont été augmentées de 9,3% (+445 849 €) sur la période avec pour 2013 une variation de 6%. Leur poids, qui en fait le 1^{er} poste de charges, dans le total des charges (57,1%) est supérieur de 5 points à celui constaté en moyenne (52%). Exprimées en €/hab., elles sont de 744 € pour une moyenne qui n'est que de 426 €/hab..

Les achats et charges externes constituent le 2^{ème} poste de charges avec une part de 21% (27,8% en moyenne). Après une contraction de 5,5% en 2012, elles ont été augmentées de 10% en 2013.

Le tableau ci dessous met en évidence les principaux postes les composant :

Principaux postes	Montant (en €) 2012	Montant (en €) 2013	Evolution 2013/2012
Achats de prestations de services	258 475	237 396	-8,2%
Eau et assainissement	39 759	49 508	24,5%
Energie - Electricité	322 024	354 463	10,1%
Carburants	52 271	53 055	1,5%
Autres fournitures non stockées	91 170	87 048	-4,5%
Entretien de bâtiments	70 340	76 842	9,2%
Entretien de voies et réseaux	131 863	142 687	8,2%
Maintenance	91 156	110 345	21,1%
Primes d'assurances	35 438	48 903	38,0%
Frais de télécommunication	40 805	46 746	14,6%
Fêtes et cérémonies	86 515	130 090	50,4%
Ensembles des achats et charges externes	1 761 673	1 941 148	10,2%

En montant, les plus fortes progressions ont été enregistrées sur les postes fêtes et cérémonies (+43 575 €), Energie-électricité (32 439 €) et maintenance (+19 189 €). Inversement le poste achats de prestations de services diminue de 21 079 €.

Les poste achats de prestations de services et Energie-électricité composent à eux deux 30,5% des achats et charges externes.

Les charges financières ont enregistré une hausse de 53,7% sur la période, avec des variations annuelles de +30,3% en 2012 et + 17,9% en 2013. Cela s'explique par l'importance des emprunts souscrits sur les 3 dernières années : 3,8 M€ en 2011, 1,5 M€ en 2012 et 3 M€ en 2013..

Leur poids dans le total des charges est ainsi passé de 3,1% en 2011 à 4,4% en 2013. Exprimées en €/hab., elles sont de 57 € pour une moyenne de 30 €/hab..

Les contingents et participations après une augmentation de 2,8% en 2012, subissent une nouvelle hausse de 6,8% (+92 592 €) en 2013. Avec une part, dans le total des charges, de 15,9% dont 8,9% pour les seules subventions (13% dont 7,2% pour les subventions) ils constituent le 3^{ème} poste de charges. Ils sont constitués à hauteur de 43,8% par les contingents qui sont principalement composés par ceux dévolus aux services d'incendie (489 087 €).

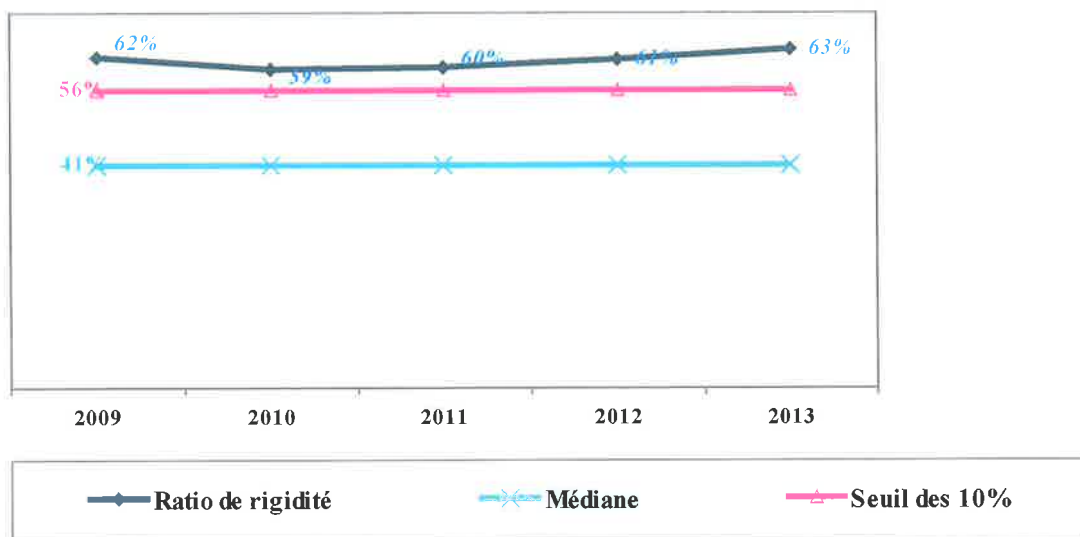
	2011	2 012	2 013	2012/2011		2013/2012	
				en %	En €	En %	En €
Contingents	646 313	656 738	638 824	1,6%	10 425	-2,7%	-17 914
<i>dont contribution aux organismes de regroupement</i>	44 841	43 653	37 727	-2,6%	-1 188	-13,6%	-5 926
<i>dont services d'incendie</i>	469 175	479 497	489 087	2,2%	10 322	2,0%	9 590
<i>dont autres contributions obligatoires</i>	132 297	133 588	112 010	1,0%	1 291	-16,2%	-21 578
Subventions versées	684 507	710 775	821 281	3,8%	26 268	15,5%	110 506
<i>dont versées au CCAS</i>	158 000	158 000	158 000	0,0%	0	0,0%	0
<i>dont versées aux autres organismes publics</i>	7 283	6 698	8 635	-8,0%	-585	28,9%	1 937
<i>dont versées aux etbts à caractère industriel et commercial</i>	4 600						
<i>dont versées aux associations</i>	514 624	546 077	654 646	6,1%	31 453	19,9%	108 569
Ensemble des contingents et subventions	1 330 820	1 367 513	1 460 105	2,8%	36 693	6,8%	92 592

Les subventions versées ont été sensiblement augmentées en 2013 (+15,5% soit + 110 586 €). Elles sont principalement composées par celles versées au CCAS (19,2%° qui sont restées stables sur la période (158 000 €) et celles attribuées aux associations et personnes privées (79,7%) qui en 2013 ont été abondées de 19,9% (+108 569 €).

Les autres charges (143 280 €) ont certes progressé de 27,3% sur la période mais elles ne représentent que 1,6% de l'ensemble des charges. Elles sont principalement composées, pour 2013, des indemnités et frais de mission des élus (103 487 €) et des charges exceptionnelles (2 5794 €).

Le **ratio de rigidité des charges structurelles** qui traduit la couverture des charges (personnel + contingents et participations + charges d'intérêts) par les produits de fonctionnement est égal à 56% et est stable sur les trois années mais se situe nettement au-dessus de la médiane (41%). Plus ce ratio est élevé plus la situation de la commune apparaît tendue.

Couverture des charges (personnel, contingents, intérêts) par les produits



LA CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT EN BAISSE

La Capacité d'autofinancement (CAF) représente l'excédent résultant du fonctionnement utilisable pour financer les opérations d'investissement (remboursements de dettes, dépenses d'équipement...). Elle est calculée par différence entre les produits réels de fonctionnement (hors produits de cession d'immobilisation) et les charges réelles.

	2011	2012	2012/2011	2013	évolution 2013/2012
Produits réels de fonctionnement	9 535 276	9 686 782	+1,6%	9 936 002	+2,6%
Charges réelles de fonctionnement	8 375 785	8 555 335	+2,1%	9 196 339	+7,5%
CAF brute	1 159 491	1 131 447	-2,4%	739 663	-34,6%

La CAF s'inscrit dans une tendance baissière qui s'amplifie. Après une baisse de 2,4% elle s'affaiblit de 34,6% en 2013. Ce recul s'explique par les augmentations des charges et des produits, respectivement +7,5% et + 2,6%, défavorables à la commune.

Elle s'établit à 739 663 € soit un ratio de 105 €/hab. très inférieur à celui constaté en moyenne (219 €). Le ratio CAF sur produits de fonctionnement réels ne cesse de s'affaiblir, après 2 années à 0,12, il n'est plus que de 0,07 en 2013 soit très au-dessous de celui observé en moyenne (0,21).

	2011	2012	Évolution 2012/2011	2013	évolution 2013/2012
CAF	1 159 491	1 131 447	-2,4%	739 663	-34,6%
Remboursement du capital de la dette	426 743	532 820	+24,9%	696 302	+30,7%
CAF nette	732 748	598 627	-18,3%	43 361	-92,8%
Remboursement des autres dettes	10 900	10 900	0%	10 900	0%
CAF nette des autres dettes	721 848	587 727	-18,6%	32 461	-94,5%

En 2011 et 2012, son montant lui permettait de couvrir aisément le remboursement en capital de la dette et de dégager une CAF nette disponible pour financer les dépenses d'équipement de plus de

580 00 € en 2013, elle parvient encore à couvrir l'annuité en capital mais ne laisse qu'une faible CAF nette (32 461 €). Exprimée en €/hab., elle n'est que de 6 € pour une moyenne de 140 €.

LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

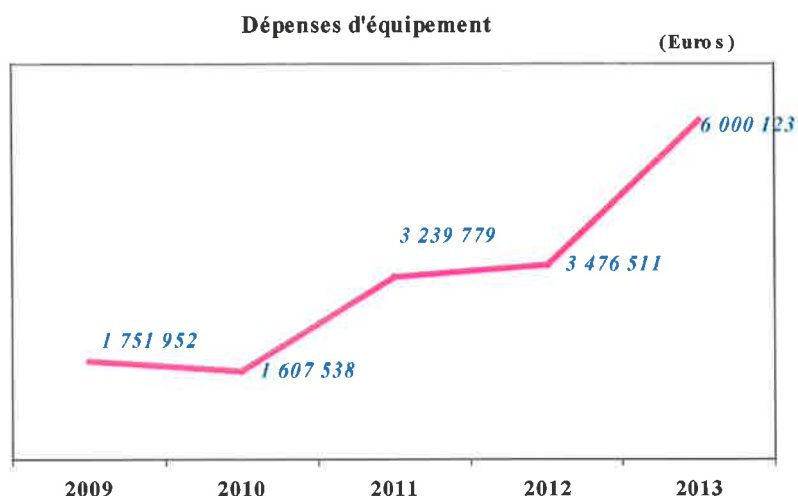
Pour financer ses dépenses d'investissement, les collectivités ont trois solutions qu'elles peuvent combiner : l'autofinancement de l'année (la CAF brute), le recours à l'emprunt ou encore ses propres réserves (fonds de roulement).

Le financement principal des dépenses d'investissement repose sur la capacité d'autofinancement brute que dégage la collectivité. Toutefois, cette CAF brute doit, en priorité, être utilisée pour le remboursement des dettes

Une fois la dette remboursée, il reste à la commune un certain montant : la CAF nette. Cette somme, complétée d'autres ressources d'investissement (subventions, cessions d'immobilisations, FCTVA, DGE...), constitue le financement disponible. Ce financement disponible constitue les ressources que peut mobiliser la collectivité pour financer de nouvelles dépenses d'équipement.

Pour compléter son financement disponible et ainsi financer en intégralité ses dépenses d'équipement, la collectivité peut avoir recours à l'emprunt

Le rapprochement entre le total des ressources d'investissement (CAF, recettes d'investissement, emprunts) et le total des emplois d'investissement (dépenses d'équipement, remboursements de dettes, etc...), permet de déterminer si la commune a dû puiser dans ses réserves (diminution du fonds de roulement) ou au contraire a pu reconstituer ses réserves (augmentation du fonds de roulement). En effet, les réserves constituent une des 3 variables d'ajustement des politiques d'investissement menées par les collectivités aux côtés du recours à l'emprunt et de la hausse de la fiscalité.



Sur les trois dernières années, la commune a réalisé un montant de dépenses d'équipement de 12,7 M€ dont 47,2% (6 M€ soit un ratio de 851 €/hab. pour une moyenne de 456 €) l'ont été en 2013. On peut citer les travaux de la mairie (912.000 €) l'école primaire de la Souchais et le début des travaux sur la micro crèche.

Le financement disponible représente le total des ressources (hors emprunts) dont dispose la collectivité pour investir, après avoir payé ses charges et remboursé ses dettes.

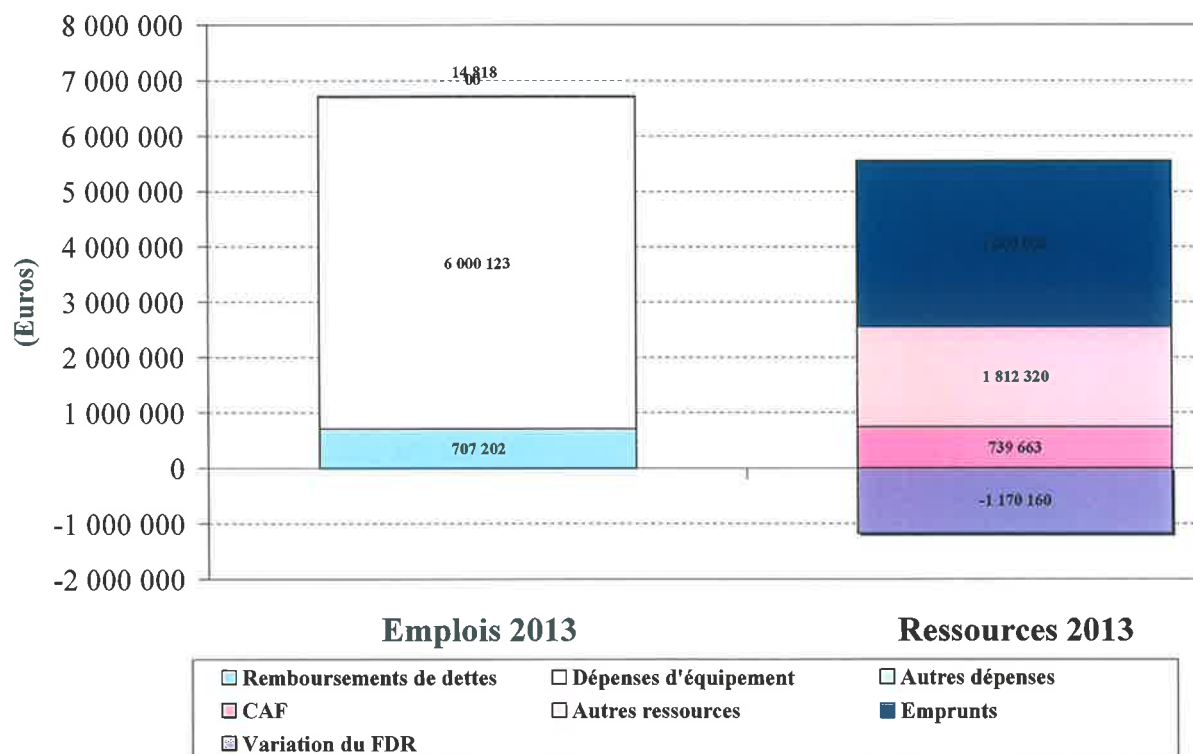
Il se décompose comme suit :

	2011	2012	2013
CAF nette des autres dettes	721 848	587 727	32 461
+ fonds globalisés (TLE)	76 433	56 720	34 982
+ FCTVA	203 348	474 555	440 457
+ Subventions d'investissements	210 119	573 663	1 003 625
+Cessions d'actifs	337 058	457 899	312 274
+ Autres ressources	3 051	1 599	20 982
= Financement disponible	1 551 857	2 152 163	1 844 781

Sur l'ensemble de la période, la commune a dégagé un financement disponible positif. En 2013, il s'affaïsse de 14,3% en raison principalement de l'effondrement de la CAF nette et s'établit à 1 844 781 €. Il est principalement composé par les subventions d'investissement (54,4%), par le FCTVA (23,9%) et par les cessions d'actifs (16,9%).

Sur la période, la commune a réalisé des cessions d'actifs importants, d'un montant de 1 107 231 €, composés principalement de terrains et de maisons vendues aux enchères.

Le financement des investissements



	2011	2012	2013
Emplois			
Immobilisations	3 228 913	3 462 857	5 815 763
Participations et autres immobilisations financières	5 554		
Mouvements sur immobilisations n'appartenant pas au service			
Diminution des fonds propres	2 028	86 714	14 818
Subventions d'équipement versées	10 866	13 654	184 360
Remboursements de dettes non bancaires	10 900	10 900	10 900
Remboursements de dettes bancaires	426 743	532 820	696 302
Total des emplois	3 685 004	4 106 945	6 722 143
Ressources			
CAF brute	1 115 491	1 131 447	739 663
Recettes affectées à l'investissement	286 553	630 384	1 038 606
Réductions d'immobilisations	339 267	459 946	315 203
Augmentation des fonds propres	203 348	474 555	440 457
Mises à disposition, retour de biens, opération pour compte de tiers	841	1	18 504
Dettes non bancaires			
Dettes bancaires	3 800 000	1 500 000	3 000 000
Total des ressources	5 789 500	4 195 883	5 551 983
Variation du FRNG	2 104 496	88 938	-1 170 160

En 2013, la CAF nette n'a pu financer que 0,54% des dépenses d'équipement. Comme les années précédentes, la commune a recouru de manière conséquente à l'emprunt pour 3 M€ (1,5 M€ en 2012 et 3,8 M€ en 2011). Sur l'ensemble de la période le taux de financement par l'emprunt a été de 65,3%. Pour équilibrer le besoin de financement résiduel, la commune a prélevé 1 170 160 € sur son fonds de roulement ; les années précédentes elle l'avait abondé notamment en 2011 (2 104 496 €).

LES ÉQUILIBRES FINANCIERS

Le fonds de roulement s'apparente à une réserve. Il permet de couvrir le décalage entre encaissement de recettes et paiement de dépenses. Le fonds de roulement constitue également une réserve dans laquelle la collectivité pourra être amenée à puiser pour financer ses dépenses d'équipement (d'où l'idée d'étudier le bilan de la collectivité de façon à déterminer si sa politique d'investissements ne se traduit pas par des déséquilibres de son bilan).

En 2013, la progression plus rapide de l'actif, immobilisé (+8%) que les ressources stables (+6,4%) a généré une baisse du fonds de roulement de 49%.. Il s'établit à 1 070 376 €, ce qui ne permet de couvrir que 39 jours de charges réelles.

En €	2011	2012	2012/2011	2013	2013/2012
Ressources stables	68 566 076	72 410 260	+5,6%	77 036 259	+6,4%
Actif immobilisé	66 557 512	70 309 651	+5,6%	75 965 883	+8,0%
Fonds de roulement (FRNG)	2 008 564	2 100 609	+4,6%	1 070 376	-49,0%
FRNF en nombre de jours de charges réelles	76	78		39	

Le besoin en fonds de roulement (BFR) est égal à la différence entre l'ensemble des créances plus stocks et les dettes à court terme. Une créance constatée, non encaissée génère un besoin de financement. A l'inverse, une dette pas encore payée vient diminuer ce besoin de financement.

	2011	2012	2013
Actifs d'exploitation	266 957	375 377	1 808 127
Stocks e en cours		13 453	13 453
Redevables et comptes rattachés	141 171	133 074	184 991
Autres créances d'exploitation	103 089	148 417	77 046
Comptes de liaison			
Divers débiteurs	22 696	80 419	1 532 637
Opérations à classer ou à régulariser			
Autres comptes transitoires		14	
Dettes d'exploitation	359 320	531 165	2 339 906
Dettes sur achats	111 424	246 114	331 609
Personnels et comptes rattachés		179	
Autres dettes d'exploitation	118 415	103 183	270 767
Comptes de liaison	122 422	151 358	161 862
Créditeurs divers	2 959	11 156	62 085
Opérations à classer ou à régulariser	4 100	18 995	1 513 583
Autres comptes transitoires			
Besoin en fonds de roulement d'exploitation	-92 363	-155 788	-531 779
Autres créances diverses	598		
Autres dettes diverses	155 604	665 310	400 553
ICNE	76 964	93 964	96 821
Besoin en fonds de roulement hors exploitation	-231 970	-759 274	-497 374
Besoin en fonds de roulement (BFR)	-324 333	-915 062	-1 029 153

Sur l'ensemble de la période, le besoin en fonds de roulement est négatif ce qui correspond à une ressource, on parle alors d'excédent de fonds de roulement. Il s'établit pour 2013 à 1 029 153 € en hausse de 12,5% par rapport à 2012.

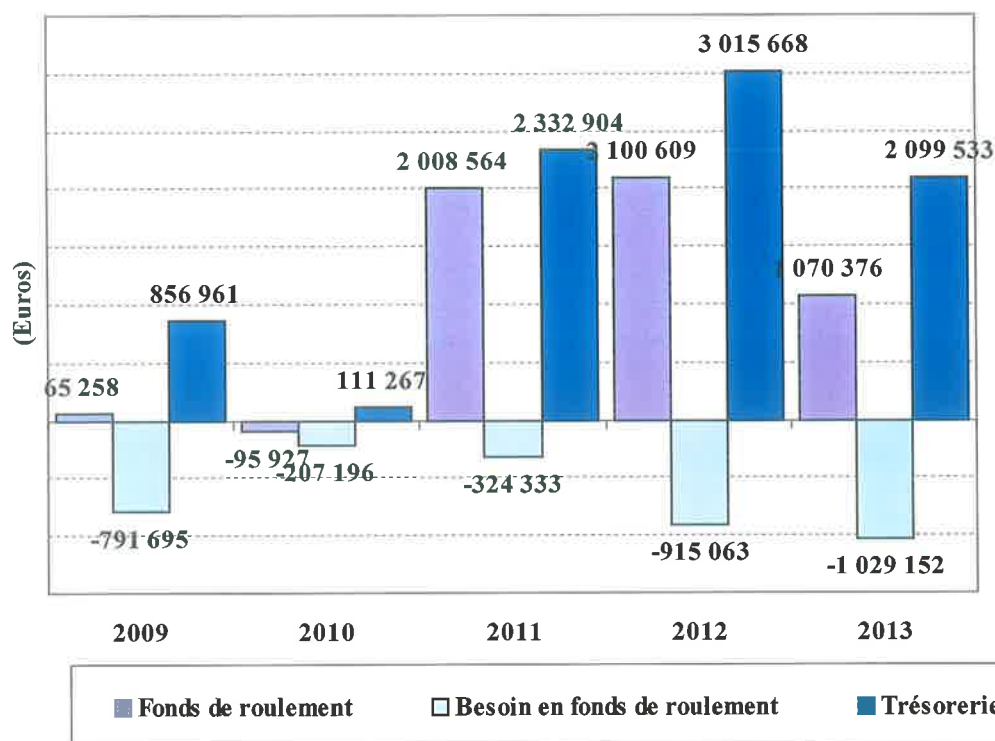
Au 31 décembre il restait 331 608 € de factures à régler en fonctionnement et 365.308 € en investissement. Ces factures ont été réglées sur 2014 après réception de l'emprunt de 1.500 M€ reçu le 31 décembre. l'emprunt a permis de régler des dépenses de fonctionnement

La trésorerie comprend le solde du compte au Trésor, mais également les autres disponibilités à court terme comme les valeurs mobilières de placement.

La hausse de l'excédent de fonds de roulement (+ 114 091 €) n'a pas été suffisante pour couvrir la dégradation du FRNG (- 1 030 233 €) ce qui a généré une baisse de 30,4% de la trésorerie bilantielle qui s'établit à 2 099 533 € et qui permet de couvrir 76 jours de charges réelles.

	2011	2012	2012/2011	2013	2013/2012
FDR	2 008 564	2 100 609	4,6%	1 070 376	-49,0%
- BFR	-324 333	-915 062	182%	-1 029 153	12,5%
TRESORERIE	2 332 904	3 015 668	29,3%	2 099 533	-30,4%
Trésorerie en nombre de jours de charges réelles	88	112		76	

En fin d'année des tensions sur la trésorerie ont commencé à apparaître et se sont matérialisées par des retards de paiement de facture qui pouvaient varier de 2 à 3 mois. La situation déjà tendue s'est détériorée sur 2014 avec une situation de quasi rupture. La commune pour y pallier doit ouvrir prochainement une ligne de trésorerie d'un montant d'un million d'euros. Par ailleurs elle attend 800.000 € de FCTVA et des subventions du département (200.000 €).



LES MARGES DE MANOEUVRE

LA FISCALITÉ DIRECTE LOCALE

Taxe d'Habitation (TH)

Les abattements pratiqués sur la taxe d'habitation sont de 10% pour les deux premières tranches de foyers (pour 1 et 2 personnes à charge) et de 15% pour les suivantes ce qui correspond aux taux minimums fixés par la réglementation. La commune a voté un abattement général à la base au taux de 15% ainsi qu'un abattement spécial à la base (taux de 15%° et un abattement spécial handicapé au taux de 10%.

La valeur locative moyenne est de 2 456 € pour une moyenne de 3 153 €

En 2013, 3 016 locaux et dépendances dont 1 local exceptionnel étaient imposables et se décomposaient en :

- 97 dépendances bâties,
- 2 918 logements

1 510 impositions afférentes aux résidences principales sur les 2 621 concernaient des foyers ne comportaient pas de personnes à charge.

Le calcul des bases nettes de la TH sur la commune se décomposent ainsi

TAXE D'HABITATION	2013
Base brute	7 482 665
- Exonérations	564 374
- Abattement (1^e et 2^e personnes à charge)	433 383
- Abattement (personnes à partir du 3^e rang)	94 022
- Abattement général à la base	964 388
- Abattement spécial à la base	101 582
- Abattement spécial handicapés	492
= Base nette	5 324 424

L'examen des bases 2013 des taxes foncières fait ressortir que 3 336 locaux d'habitation de type individuel ont été taxés sur un total de 3 835 propriétés bâties.. Les logements nouveaux et additions de constructions constituent 19 % des exonérations (208 679 € dont 118 547 € reviendront à imposition en 2014) Les exonérations permanentes (50 843 €) représentent 4,6% du total exonéré. 8,1% des exonérations (88 477 €) sont relatives aux personnes âgées de plus de 75 ans et de condition modeste et 56,7% (610 788 €) relèvent de l'exonération de taxe spéciale d'équipement. Les exonérations des logements neufs des HLM ou financés par des prêts aidés ou avec un contrat de location accession (exonération de 15 ans) entrent pour 2,2% (soit une base de 23 642 €) dans le total. Les exonérations des logements neufs (exonération de 25 ans) représentent 9% des exonérations (99 135 €).

FONCIER BATI	2013
Base brute	15 229 166
- Exonérations	1 096 254
= Base nette	14 132 912
FONCIER NON BATI	
Base brute	286 385
- Exonérations	42 141
= Base nette	244 244

La base imposée des taxes foncières sur le non bâti est composée pour 91,4% de terres agricoles (223 123 €) qui composent par ailleurs la quasi totalité des cas d'exonération (39 078 €). Le solde est composé par les terrains à bâtir (12 052 soit 4,9%) et les autres propriétés non bâties (9 069 soit 3,7%).

	2011	2012	2012/2011	2013	2013/2012	En €/hab. commune	Moyenne
TH	4 680 573	5 044 457	7,8%	5 324 424	5,5%	755	1 175
TFB	12 254 196	12 550 222	2,4%	14 132 912	12,6%	2 005	1 068
TFNB	230 322	220 893	-4,1%	244 244	10,6%	35	28

En 2013, les bases de la TFB et de la TFNB ont progressé plus favorablement que l'année précédente, notamment celles de la TFB qui enregistrent une hausse de 12,6%. Celles de la TH progressent mais moins favorablement qu'en 2012.

Exprimées en €/hab., les bases de la TFPB sont très nettement supérieures çà, celles constatés en moyenne ainsi que dans une moindre mesure celles de la TFNB. Inversement celles de la TH se situent nettement au dessous de la moyenne.

Les taux

	2011	2012	2012/2011	2013	2013/2012	Moyenne
TH	16,71%	16,96%	1,5%	17,21%	1,5%	18,03%
TFB	11,58%	12,10%	4,5%	12,58%	4,0%	19,12%
TFNB	36,42%	36,97%	1,5%	37,52%	1,5%	54,87%

Sur les deux dernières années, la commune a augmenté ses taux, en majorant l'augmentation pour la TFPB.

Ces taux se situent au dessous de ceux pratiqués en moyenne et ce plus particulièrement pour la TFPB qui y est inférieur de 4,58 points.

	2011	2012	2012/2011	2013	2013/2012	€/hab.	Moyenne
TH	782 115	855 520	9,4%	916 355	7,1%	130	212
TFB	1 419 015	1 518 613	7,0%	1 777 948	17,1%	252	204
TFNB	83 862	81 628	-2,7%	91 718	12,4%	13	15
Totaux	2 284 992	2 455 761	7,5%	2 786 021	13,4%	395	431

Sur la période, le produit fiscal a progressé de 21,9% (+501 029 €) avec une hausse de 25,3% du produit de la TFB, de 17,2% de celui de la TH et de 9,4% de celui de la TFNB.

En 2013, bénéficiant de l'effet bases et de l'effet taux, le produit a été bonifié de 13,4% soit une variation nettement plus favorable que celle de l'année précédente qui s'explique notamment par la forte augmentation des base de la TFB.

Malgré cela, le produit fiscal (395 €) reste inférieur à celui observé en moyenne (431 €) en raison notamment de la faiblesse du produit de la TH (130 € pour une moyenne de 212 €)..

	Commune	Moyenne 2013
TH	32,9%	49,2%
TFB	63,8%	47,3%
TFNB	3,3%	3,5%
Ensemble	100,0%	100,0%

La structure du produit de la fiscalité se caractérise par le poids important de la TFB (63,8%) et inversement par un poids plus faible de la TH.

Sur la fiscalité, la commune dispose de marge de manœuvre tant en matière de taux, notamment pour celui de la TFB qu'en matière de politique d'abattements.

L'ENDETTEMENT

Évolution de l'encours de dettes et des charges financières



Encours de la dette	2010	2011	2012	2012/2011	2013	2013/2012
Encours total de la dette	5 448 669	8 811 026	9 767 306	79,3%	12 085 206	23,7%
Annuité		685 056	872 237	27,3%	1 097 110	25,8%
Capital		426 743	532 820	24,9%	696 302	30,7%
Intérêts		258 313	339 417	31,4%	400 808	18,1%

	Commune	Moyenne 2013
Encours total de la dette	1 714	799
Annuité	156	109
Capital	99	80
Intérêts	57	29

Sur la période (2011-2013), l'encours de la dette a été multiplié par 2,2. Sur les trois dernières années, la commune a mobilisé des volumes d'emprunt important : 3,8 M€ en 2011, 1,5 M€ en 2012 et 3 M€ en 2013. Le recours à l'emprunt constitue la 1^{ère} source de financement des dépenses d'équipement.

Il s'établit à l'issue de l'exercice 2013 à 12 085 206 € soit un ratio de 1 714 € deux fois plus élevé que celui observé en moyenne (799 €).

Il est composé à hauteur de 31,2%. par 2 emprunts structurés :

➤ 1 emprunt CACIB (n° 70341) de courbe classé en 2F avec un taux calculé selon la formule suivante :

taux d'intérêt = 5,45% - 8 *(taux d'inflation européenne - taux d'inflation française) avec un minimum de 3,85% et un maximum de 10,85%. un tunnel Le capital restant dû au 31/12/13 est de 1500.000 €

➤ 1 emprunt DEXIA (n° 26260) de pente classé en 3 E avec un taux calculé selon la formule suivante :

si $(CMS_{30 \text{ ans}} - CMS_{1 \text{ an}}) \geq 0,20$ alors le taux = 4,5%

sinon le taux = $6,99 - 5 \times (CMS_{30 \text{ ans}} - CMS_{1 \text{ an}})$

le capital restant dû au 31/12/13 est de 2.266.972 €

Le maire a engagé un contentieux devant le TGI contre les deux banques émettrices des emprunts.

Parallèlement à l'évolution de l'encours de la dette, l'annuité s'est sensiblement renforcée passant de 685 056 € en 2011 à 1 097 110 € en 2013 soit une hausse de 60%. Exprimée en €/hab., elle est de 156 € soit un ratio nettement plus élevé que celui observé en moyenne (109 €).

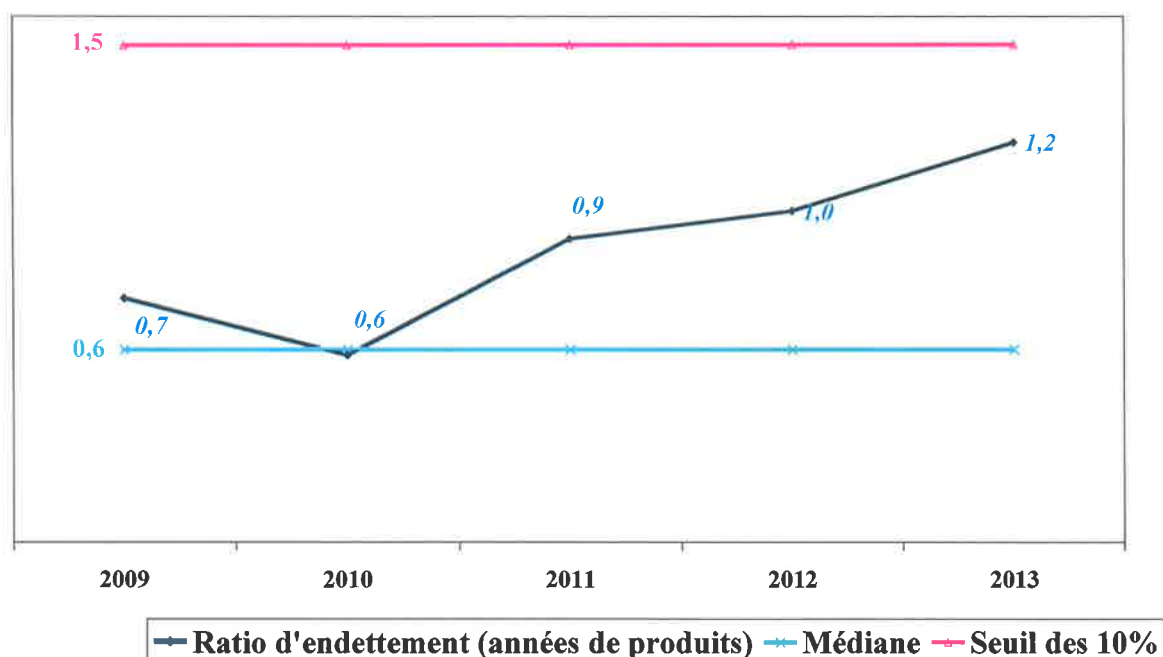
Les ratios confirment l'importance et le poids de l'endettement

	2011	2012	2013	Moyenne
Encours de la dette / produits de fonctionnement	0,92	1,01	1,22	0,77
Encours de la dette / CAF	7,60	8,63	16,34	3,63

Le ratio encours de dettes sur produit de fonctionnement

La solvabilité de la commune, à savoir sa capacité à rembourser ses dettes financières, peut se mesurer par comparaison avec le total des produits de fonctionnement réels comptabilisés sur l'exercice.

Nombre d'années de produits nécessaire au remboursement de la dette

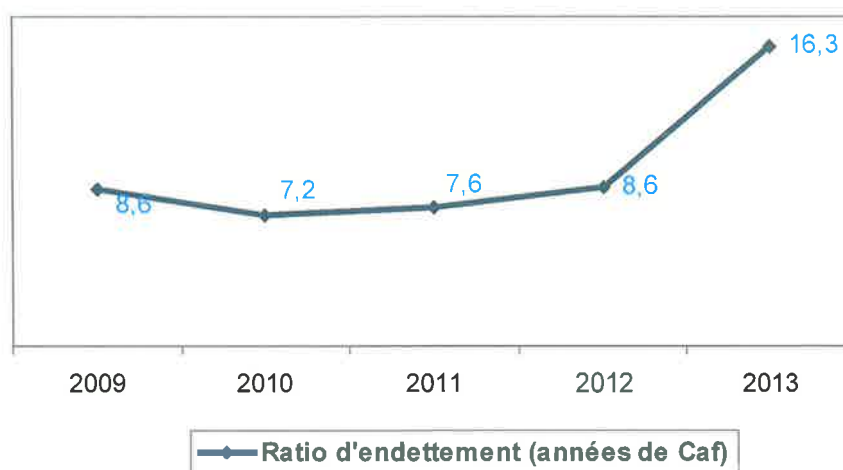


Le ratio se dégrade sur les trois années et atteint 1,22 en 2013, ce qui signifie que la commune devrait consacrer 1 an et 3 mois de produit de fonctionnement pour rembourser l'intégralité de sa dette. La médiane nationale se situe à 0,6, soit 7 mois. La moyenne départementale se situe à 9 mois.

Le ratio encours de dettes sur CAF

On peut aussi exprimer la dette en nombre d'années CAF (A CAF constante, combien d'années faudrait-il pour rembourser la totalité de la dette en capital).

Nombre d'années de CAF nécessaire au remboursement de la dette



Compte tenu de la forte chute de la CAF, le ratio se dégrade très sensiblement et s'établit à 16,3 (8,6 en 2012) ce qui signifie que si la commune décidait de consacrer l'intégralité de son autofinancement brut à son désendettement, 16 années et 4 mois seraient nécessaires . La moyenne départementale est de 3 ans et 8 mois .

Compte tenu de l'importance de son encours de dettes et de l'affaiblissement de sa CAF, la commune ne dispose plus de marge de manœuvre en matière d'endettement. Et ce d'autant que sa dette est jeune, elle a principalement été constitué par les emprunts souscrits lors des 3 dernières années.